



DOSSIER L'Europe rongée par les extrêmes droites

Allemagne : l'extrême droite obtient une victoire historique en Saxe-Anhalt

Selon les premières estimations, l'AfD a obtenu plus de 44 % des suffrages dans ce land de l'ex-RDA, où la participation a été très élevée. Elle pourrait manquer d'une poignée de sièges la majorité absolue, mais le gouvernement fédéral de Friedrich Merz subit une défaite majeure.

Romaric Godin

6 septembre 2026 à 19h34

La Saxe-Anhalt, petit land plutôt endormi d'ordinaire de l'ex-RDA, a des allures de centre de l'Europe dimanche 6 septembre au soir. Les élections régionales qui s'y tiennent ont un caractère que beaucoup n'hésitent pas à qualifier d'historique, alors que, pour la première fois depuis la guerre, un landtag, un parlement régional, peut basculer majoritairement à l'extrême droite.

Les électrices et électeurs locaux en ont, semble-t-il, eu conscience. La hausse de la participation a été massive. Deux heures avant la fermeture des bureaux de vote, à 16 heures, 65,3 % des inscrits et des inscrites avaient déjà voté, soit 24,3 points de plus qu'à la même heure lors du scrutin de 2021. Mieux même : le niveau de participation total de 2021 (60,3 %), mais aussi de sept des huit élections régionales depuis la réunification, était dépassé. Finalement, la participation se situe autour de 77,8 % des inscrits, un score inédit puisque le précédent record (71,5 %) datait de 1998.

À qui cet afflux massif de votants a-t-il profité ? Les résultats finaux ne laissent aucun doute sur la réponse : le parti d'extrême droite Alternative für Deutschland (AfD) obtient 43,8 % des voix (contre 20,8 % en 2021), laissant l'Union chrétienne-démocrate (CDU) du chancelier Friedrich Merz très loin derrière, avec un score de 17,2 %, contre 37,1 % en 2021. La CDU perdrait

ainsi près de 20 points par rapport à 2021, l'AfD en gagnant 23...

« Nous avons réussi ce que nous voulions réaliser : écrire l'histoire dans ce land », a claironné Ulrich Siegmund, la tête de liste AfD en Saxe-Anhalt.



Ulrich Siegmund, chef de file de l'AfD, entourés par les deux responsables fédéraux Alice Weidel et Tino Chrupalla, le 6 septembre 2026. © Tobias Schwarz / AFP

Les scores détaillés dans les circonscriptions décrivent un raz-de-marée dans les campagnes, mais aussi dans quelques villes importantes. Dans les districts ruraux de Querfurt et d'Eisleben, au sud-ouest de la région, l'AfD obtient plus de 55 % des voix. Le parti est proche de 45 % dans le district de Dessau, ville phare du Bauhaus d'où les nazis avaient jadis chassé cette école d'architecture.

Même à Halle ou à Magdebourg, les grandes villes de Saxe-Anhalt, l'AfD est en tête avec environ 30 % des voix. Die Linke parvient cependant dans ces villes à gagner trois circonscriptions sur les 47 du land. Toutes les autres vont à l'AfD.

Sur le plan sociologique, les premières enquêtes montrent une domination de l'AfD chez les ouvriers et les ouvrières, avec un vote d'extrême droite à 61 % qui confirme le basculement de cette classe sociale, lequel avait déjà été confirmé dans le Bade-Wurtemberg et en Rhénanie-Palatinat en mars dernier. Les indépendants et les patrons ont cependant aussi voté AfD à 52 %, abandonnant leur vote traditionnel pour la CDU.

Seuls les retraités votent davantage pour la CDU que le reste de la population (27 %), mais chez eux aussi, l'AfD est en tête, avec 38 % des voix. Les 18-25 ans ont eux choisi l'AfD à 42 %, contre 5 % seulement la CDU. Plus globalement, la victoire de l'AfD a été favorisée non seulement par le basculement d'un cinquième de l'électorat de la CDU de 2021, mais aussi et surtout par la mobilisation de l'électorat abstentionniste de 2021, qui s'est massivement reporté vers ce parti. Les estimations indiquent que 59 % des abstentionnistes de 2021 qui ont voté ont choisi l'AfD. Un vote en connaissance de cause, compte tenu de la dramatisation qui a accompagné ce scrutin.

Mais le leader de l'AfD, Ulrich Siegmund, n'est pas encore certain de devenir ministre-président du land. S'il a réalisé un score supérieur aux attentes des sondages, il n'a pas atteint son propre objectif de « 45 % et plus ». Et, de fait, la majorité absolue des sièges semble devoir lui échapper d'un rien. L'AfD obtient 39 sièges au landtag, alors que la majorité absolue est à 42 sièges.

Les partis traditionnels au tapis

Parmi les autres partis, le parti de gauche Die Linke, héritier du parti dominant de RDA, connaît une amère déception. Avec un score de 8,6 % des voix, il s'affaiblit par rapport aux 11 % de 2021, alors que les sondages lui prédisaient une hausse. Il est même dépassé par le Parti social-démocrate (SPD) et les Verts.

Dans sa concurrence autour de l'électorat urbain aisé avec les écologistes, qui lui avait permis de surprendre tout le monde lors des élections fédérales de 2025, Die Linke a, cette fois, perdu la partie. Le parti écologiste est un des rares partis traditionnels qui peut sourire, avec un score de 8,9 % contre 5,9 % en 2021. Die Linke a aussi perdu des plumes en faveur du BSW, qui reste relativement solide dans l'électorat de l'ex-RDA et a fait un score supérieur aux attentes. Ce parti réussit à entrer au landtag avec un score de 5,3 %, légèrement au-dessus de la barre des 5 % nécessaires.

De son côté, le SPD, l'autre partenaire de coalition au niveau fédéral de la CDU, est légèrement en hausse, avec un score de 9,3 % des voix, contre 8,4 % en 2021. En revanche, le parti libéral FDP, qui avait obtenu 6,4 % des voix en 2021, confirme sa disparition du champ politique allemand, avec un score de 2,6 %.

Quoi qu'il arrive désormais, cette élection sera un séisme pour l'Allemagne tout entière. Le niveau de la domination de l'AfD dans ce land est un choc, surtout en prenant en compte le niveau de la participation. L'adhésion en faveur de l'extrême droite s'explique par plusieurs raisons, notamment la personnalité d'Ulrich Siegmund, mais aussi par le rejet de la politique de la « grande coalition » qui règne à Berlin.

De fait, l'effondrement de la CDU est un événement aussi important que la hausse de l'AfD. Il traduit un basculement de l'électorat conservateur vers l'extrême droite, et notamment dans les milieux économiques. Un quart de l'ancien électorat FDP a voté pour l'AfD. C'est la traduction de l'extrême impopularité du chancelier Friedrich Merz, désormais plus rejeté encore que son prédécesseur social-démocrate Olaf Scholz.

Lui qui, en juillet, jubilait d'avoir réussi à imposer une réforme des retraites au SPD voit aujourd'hui la réalité des effets de sa politique. Selon les enquêtes sorties des urnes, plus de la moitié des électeurs et des électrices ont voulu sanctionner le gouvernement fédéral et un tiers, les réformes sociales de ce dernier. L'AfD a réussi à capter les peurs et les mécontentements contre une scène politique traditionnelle à bout de souffle.

L'onde de choc s'est rapidement fait sentir à Berlin. Le codirigeant du SPD et ministre fédéral des finances Lars Klingbeil a ainsi estimé dimanche soir que la victoire de l'AfD était « *aussi un signal pour Berlin* » et qu'il impliquait de « *repenser* » la politique de réformes menée par la grande coalition. « *Soyez certains que nous le ferons* », a conclu le ministre qui parle, ce 6 septembre, d'une « *césure* » dans la vie politique allemande.

Ces propos annoncent, à n'en pas douter, une nouvelle période de tempête dans la coalition fédérale. Si le SPD veut renégocier la réforme des retraites qui prévoit de faire payer les retraités, mais aussi d'introduire de la capitalisation obligatoire pour tous et toutes, la CDU de Friedrich Merz risque d'y opposer un refus catégorique. Mais un refus après une telle déroute électorale pourrait encore accélérer les difficultés de la CDU.

Quel gouvernement régional ?

Reste à savoir si l'AfD pourra former un premier gouvernement régional. *A priori*, ce sera difficile.

Plusieurs questions se posent. La première concerne le BSW. Avec son entrée au landtag, ce parti entend changer de stratégie par rapport au passé. En 2024, en Thuringe, le BSW avait soutenu la CDU contre l'AfD. Mais le parti s'est déchiré sur la politique menée par cette coalition et les membres du gouvernement du BSW ont quitté le parti.

Cette fois, Sahra Wagenknecht entend défendre l'idée d'un « gouvernement d'experts » soutenu par tous les partis. Son responsable local a annoncé une telle candidature. Mais si cette option est rejetée, ce qui est certain, le BSW s'abstiendra au troisième tour lors de l'élection du ministre-président. Or, à ce tour, une majorité relative suffit.

Dans la configuration de l'après-vote, l'AfD et l'ensemble des partis hors BSW serait à égalité avec 39 sièges. La situation serait alors bloquée. Le BSW ira-t-il jusqu'au soutien direct du BSW à l'AfD ? C'est peu probable. Ulrich Siegmund l'a dit clairement dimanche soir : il ne veut pas d'un gouvernement minoritaire et estime que le BSW n'est pas une « *partie de la solution mais du problème* ».

L'autre question est celle de la majorité alternative. Durant les derniers jours de la campagne, la CDU de Saxe-Anhalt a refusé toute idée d'une alliance, même indirecte *via* un soutien sans participation, avec Die Linke. Or, la seule alliance pouvant s'opposer à l'AfD comporte tous les partis, de Die Linke à la CDU, notamment si la BSW n'est pas au landtag. La CDU changera-t-elle d'avis ? L'affaire est délicate.

D'un côté, il n'existe pas vraiment d'autre choix puisqu'un refus d'accepter le soutien de Die Linke reviendrait à soutenir un gouvernement AfD. De l'autre, mener une coalition aussi baroque pourrait encore renforcer l'AfD dans son positionnement antisystème et affaiblir davantage la CDU, dont les électeurs et les électrices pourraient fort mal prendre une telle alliance.

Ce dimanche soir, le ministre-président sortant CDU Sven Schulze, qui menait la liste de son parti, a reconnu sa défaite et s'est montré très bienveillant envers le vainqueur, qu'il a félicité. « *Certains prédisent des temps difficiles pour la Saxe-Anhalt, et moi je dis que c'est la démocratie* », a-t-il indiqué, sans préciser ce que son parti fera à partir du 6 octobre, lorsque le nouveau landtag se

réunira pour la première fois. Jusqu'ici, la CDU a toujours rejeté toute alliance avec l'AfD. Dans l'immédiat, il semble, comme l'a dit Sepp Müller, un responsable local du parti conservateur, que la CDU laisse l'initiative de la constitution du gouvernement à l'AfD.

Beaucoup de questions restent donc en suspens. L'AfD veut-elle vraiment exercer le pouvoir ? Si oui, compte-t-elle sur un ralliement de la CDU locale, qui ouvrirait une crise dans ce parti au niveau fédéral ou sur d'éventuels transfuges ? Et si non, le gouvernement anti-AfD pourrait-il tenir longtemps ? En Thuringe voisine, un tel attelage a déjà tenu quelques années. Mais est-ce reproductible à Magdebourg ? La dernière option est un nouveau vote, qui pourrait confirmer la domination de l'AfD.

En attendant, une chose est d'ores et déjà sûre : cette terre a massivement basculé vers l'extrême droite. Et cela augure mal de l'avenir, alors que deux autres länder de l'Est, le Mecklembourg-Poméranie-Occidentale et Berlin, s'apprêtent aussi à voter dans deux semaines. Et que la coalition fédérale est désormais plus affaiblie que jamais.

L'AfD avait voulu faire de ce 6 septembre le début de sa conquête du pouvoir au niveau fédéral. Nous n'y sommes pas encore, mais désormais, le parti d'extrême droite est bel et bien au centre du jeu politique allemand.

Romarc Godin

Boîte noire

L'article a été mis à jour avec les résultats définitifs le 7 septembre à 10h30.

Vous avez une information ?

Si vous avez des informations sur les extrêmes droites à nous communiquer, vous pouvez nous contacter à l'adresse extremedroite@mediapart.fr.

